

ÉCOLE

La révolution du bon sens

PAR VÉRONIQUE GROUSSET

[28 janvier 2006]

Certains parents d'élèves ont mis plus de vingt ans à réaliser que l'école primaire n'apprenait plus aux enfants à lire, à écrire et à compter correctement. Mais moins de cinq minutes pour considérer que le problème était réglé depuis le 3 janvier dernier, le jour où Gilles de Robien a publié une circulaire imposant le retour à un départ syllabique (le b.a.-ba) de l'apprentissage de la lecture. Ce qui prouve qu'ils ne manquent ni de confiance en l'école ni d'aveuglement sur ce qu'il s'y passe... car cette circulaire ne règle évidemment pas tout. Elle ne traite pas de l'écriture, ni de la grammaire, de l'orthographe ou du calcul. Et même sur la lecture, elle ne fait qu'engager la bataille du bon sens, sans réelle certitude de l'emporter. «J'ai d'abord ressenti l'annonce du ministre comme une bouffée d'oxygène, témoigne Pascal Dupré, instituteur à Gien dans le Loiret, qui pratique la méthode syllabique depuis trois ans. Les collègues de mon école l'avaient perçue, eux, comme un feu vert : ils allaient enfin pouvoir relayer mes actions dans leurs classes, sans crainte d'être mal notés ou harcelés par l'Administration. Mais c'était avant qu'on leur dise que cette circulaire n'a pas force de loi tant que les programmes de 2002 restent en vigueur ; et comme ces programmes préconisent de démarrer par de la globale... leur enthousiasme est nettement retombé. Le mien aussi, d'ailleurs.»

Agé de 47 ans, Pascal Dupré est instituteur depuis vingt et un ans, dont onze en cours préparatoire, première année après la maternelle, celle où les écoliers de 6 ans apprennent à lire. Il se souvient fort bien de sa déprime, il y a trois ans. «Désabusé, au bord de la démission», il ne nourrissait alors aucune interrogation particulière sur ses méthodes pédagogiques - conformes aux consignes officielles - mais perdait peu à peu le goût d'enseigner. Ses élèves passaient le plus clair de leur temps à s'ennuyer ou à s'agiter, sans progrès notables, au désespoir de leurs parents, mais dans l'indifférence de l'institution scolaire qui ne voyait là rien d'anormal. Depuis 1998, on sait en effet qu'après huit ans de maternelle et de primaire, 21% des écoliers sont admis au collège sans comprendre ce qu'ils lisent, et 38% sans savoir faire une opération. Pascal Dupré était donc «dans la norme», mais profondément découragé.

Curieusement, ce n'est pourtant pas cela qui l'a incité à changer de méthodes et à recouvrer par la même occasion son moral ainsi que le plaisir et la fierté d'exercer son métier. «J'ai eu un rapport d'inspection très défavorable en 2002, alors que je pensais être dans les clous, raconte-t-il. Je ne voulais pas laisser les critiques jargonneuses et humiliantes qu'on m'adressait sans réponse, mais il m'a fallu me livrer à un énorme travail de réflexion et d'argumentation pour réussir à le faire. C'est ce travail qui a commencé à m'ouvrir les yeux.»

Ensuite, tout s'est enclenché. Son contre-rapport (aussi drôle qu'incisif et insolent, alors que ce maître est d'un naturel très réservé) a fait du bruit. Plusieurs collègues - du primaire, mais aussi du secondaire - l'ont contacté pour lui faire part de leurs propres déboires. Guidés par eux, Pascal Dupré a commencé à correspondre avec les principales associations d'enseignants qui se sont constituées sur

internet afin d'y dénoncer tel ou tel problème pédagogique.

«Je n'étais plus seul, isolé dans ma classe, poursuit-il. Et plus je m'informais, plus je découvrais que la dégradation n'était pas seulement générale : elle s'amplifiait. On voyait arriver de jeunes collègues avec de graves lacunes, dont l'un, par exemple, qui demandait à ses élèves de CE1 de conjuguer le verbe "avoir fini" au présent. Les parents, eux aussi, se lâchaient : certains m'ont raconté des erreurs que j'avais commises ou des échecs dont j'étais responsable sans l'avoir réalisé !»

Quand «Au secours» devient «OXOR»

Puis c'est la rencontre avec Marc Le Bris (1). Même âge, même parcours, même contestation de la façon dont ces deux instituteurs avaient «appris à apprendre» dans leurs écoles normales. Très vite, Pascal décide d'adopter dans sa classe les méthodes rodées depuis vingt ans par Marc : combiner l'apprentissage de l'écriture et de la lecture en commençant par les lettres, les syllabes et les sons, étudier toutes les opérations ainsi que les mesures et les proportions, oser des dictées (d'une seule ligne : «Le lapin est près du sapin» ou «Les pommes tombent du pommier», pour les CP de Pascal, plus longues pour les CE2-CM1-CM2 de Marc), réinventer de vraies «leçons de choses» (en expliquant aux enfants comment l'oiseau construit son nid, plutôt que d'attendre durant des heures d'ennui pour eux qu'ils le découvrent tout seuls), enseigner la grammaire et les conjugaisons, leur faire noter consignes et devoirs au lieu de les distribuer sur fiches photocopiées ; le tout sans hurler sur ceux qui rêvent ni délaisser ceux qui peinent. Rien d'extraordinaire en somme, inutile de s'inquiéter : les écoles des combattants de la syllabique ne sont pas des annexes clandestines du pensionnat de Chavagnes. Quant aux parents des élèves concernés, ils paraissent plus rassurés qu'inquiets.

«Depuis que j'emploie la méthode alphabétique, je n'ai plus aucun problème avec eux. Alors qu'avant, ils venaient sans arrêt me dire qu'ils ne comprenaient pas, ou me demander des conseils pour aider leur enfant», constate Magali Pichon, institutrice de CP dans un village au sud du Mans (Sarthe). Comme Pascal Dupré et Marc Le Bris - qui en est l'un des fondateurs avec Michel Delord (2) - Magali fait désormais partie du Slecc (Savoir lire, écrire, compter, calculer), un réseau d'écoles et d'enseignants pilotes dont l'acronyme résume le programme, agréé par la direction des enseignements scolaires. Un réseau qu'elle a intégré après avoir lu le livre de Marc (1), et pris contact avec lui.

Mère de quatre enfants, mais trop jeune pour avoir connu «l'école à l'ancienne», cette trentenaire a mis un bon moment avant de douter des mérites de la méthode globale : «Même face à une enfant de 9 ans, en CE1, qui écrit "OXOR" pour "au secours", on ne se rend pas forcément compte.» Elle était pourtant consciente des difficultés de ses élèves, mais comme son école est située dans une zone d'«extrême pauvreté» et que sa classe est bondée (trente-deux élèves, contorsionnés devant des tables minuscules et sur des chaises instables), elle croyait, ainsi qu'on le lui avait expliqué en IUFM (3), que l'essentiel de leurs problèmes était de nature sociologique ou matérielle. Peu à peu, le doute s'est toutefois insinué dans son esprit :

«J'utilisais, comme tout le monde, une méthode mixte à départ global - Lecture en fête - en démarrant la syllabique assez tôt, dès la troisième semaine d'octobre : les enfants confondaient les sons ou lisaient des mots entiers à la place des autres. Au bout de deux ans, je suis allée voir ma conseillère pédagogique, qui m'a recommandé deux autres manuels,

Grain de lire et Ribambelle : c'était encore pire.»

Survient alors l'incident décisif. La propre fille de Magali, alors en CP, se retrouve à son tour «en difficulté de lecture».

«Tant mieux, en un sens, se félicite aujourd'hui sa mère. Je l'ai emmenée chez une généraliste du Mans qui s'occupait déjà de nombreux élèves pour le même type de problèmes, le Dr Wettstein-Badour (4). Depuis, je paie chaque année des droits pour photocopier la méthode de lecture qu'elle a mise au point pour "réparer" ces enfants. C'est de la syllabique pure. Sans aucune image. Un peu austère, d'accord, mais je n'en changerais pour rien au monde.»

La jeune institutrice n'y voit en effet que des avantages : «Les enfants ne confondent plus les mots, et beaucoup moins les sons. Ils ne sont plus dégoûtés des vrais livres, depuis que je les utilise uniquement pour la détente et le plaisir au lieu de les disséquer dans des séances d'ORL : "Observation réfléchie de la langue". Mais le plus utile, avec cette méthode, c'est qu'elle me permet de repérer très vite les élèves en réelle difficulté, et donc de leur appliquer très tôt une pédagogie différenciée ; alors qu'avec la globale, ils font souvent illusion jusqu'en CE2, et on intervient trop tard. Aujourd'hui, tous les enfants que j'envoie au CE1 savent lire.»

Marc, Magali, Pascal et les autres : ils ne sont encore qu'une poignée, parfois harcelés par leurs inspecteurs, longtemps sous-notés, jamais remerciés, toujours privés d'outils adaptés à la pédagogie qu'ils estiment nécessaire d'appliquer (pas de manuel pour la lecture syllabique et le calcul, pas de formation pour l'écriture : «Je ne sais même pas quelle position de la main serait la meilleure pour de jeunes enfants, ni quel type de stylo employer !» se désole Magali)... mais néanmoins heureux.

Heureux de faire classe. D'enregistrer des progrès. D'avoir le soutien des parents. Et de «ne plus être seuls». C'est surtout à cela que leur sert pour l'instant le Slecc.

«Nous nous encourageons mutuellement mais en sachant qu'un seul maître ne peut pas grand-chose, quelles que soient ses méthodes, si toutes les classes de son école ne relaient pas les mêmes en amont comme en aval de sa classe, reconnaît Guy Morel (5), l'un des deux seuls professeurs de lycée - avec Laurent Robin - à appartenir au Slecc. Le mieux étant que cela se fasse dès la maternelle, comme dans l'école de Marc.» Mais il faut bien que quelques-uns commencent. En espérant que beaucoup d'autres se grefferont bientôt sur leur noyau.

Durant les deux premières semaines qui ont suivi sa publication, la circulaire de Gilles de Robien semble avoir provoqué un frémissement en ce sens. Pascal Dupré n'était pas le seul à avoir remarqué que les collègues de son école étaient plus ouvertement sympathisants. «Mais le problème, dans l'Education nationale, c'est que les enseignants ne veulent surtout pas se brouiller avec leur hiérarchie. Pas seulement pour des questions de notes, mais parce qu'elle représente leur unique soutien en cas de problème ; surtout avec les parents.»

Autrement dit, si les enseignants ont l'impression que l'Administration ne suit pas le ministre, c'est cuit pour la syllabique. Mais dans le cas contraire, ils pourraient être nombreux à soutenir Gilles de Robien, comme le font déjà 84% des parents d'élèves. Les professeurs du secondaire mesurent en effet très bien les conséquences de la «médiocratisation» de l'école primaire : collégiens incapables de

suivre, qui s'ennuient et empêchent les autres de travailler, exigences à la baisse, cours insipides, examens surnotés, violences. Et les instituteurs n'ignorent pas que l'école primaire a toujours été «massifiée» - depuis sa fondation en 1833, et plus encore après sa laïcisation en 1882 -, preuve que la baisse de ses performances ne s'explique sûrement pas - ou pas uniquement - par l'«hétérogénéité» de son public.

La Fondapol, «usine à idées» créée par Jérôme Monod, a récemment publié un édifiant Cahier du débat sur la lecture. Avec un titre qui résume fort bien ce qui permettrait de mieux l'enseigner : «Le courage du bon sens». Certains, dont le ministre actuel, l'ont déjà. Ils sont encore peu nombreux, certes. Mais c'est ainsi que naissent les révolutions.

(1) Nous avons été les premiers à consacrer, fin 2002, un sujet de couverture aux méthodes de cet instituteur breton, «résistant à la pédagogie moderne», qui fournissait chaque année les meilleurs élèves de son département tout en étant le plus mal noté de son académie. Depuis, Marc Le Bris a publié un ouvrage qui a connu un grand succès : Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter ! (Stock, 2004).

(2) Professeur de mathématiques et vice-président du Grip (Groupe de réflexion interdisciplinaire sur les programmes), Michel Delord est l'auteur d'une réflexion très aboutie sur les conséquences actuelles de l'enseignement du calcul et la meilleure façon de le réformer. On peut consulter ses textes et études, ainsi que sa documentation sur <http://michel.delord.free.fr/>

(3) Instituts universitaires de formation des maîtres : créés en 1989 pour succéder aux écoles normales. Très contestés aujourd'hui. A lire : la Ferme aux professeurs, de François Vermorel (Editions de Paris, 2006).

(4) Voir l'article «A quelle méthode se fier ?», page 45.

(5) Auteur avec Daniel Tual-Loizeau de l'Horreur pédagogique et Petit Vocabulaire de la déroute scolaire, aux éditions Ramsay.

<http://www.lefigaro.fr/magazine/20060130.MAG0022.html>

À quelle méthode se fier ?
PAR VÉRONIQUE GROUSSET
[28 janvier 2006]

Incroyable mais édifiant : il se vend entre 80 000 et 100 000 exemplaires chaque année de la Méthode Boscher, un manuel de lecture syllabique, publié pour la première fois en 1905, jamais réactualisé depuis. Et si tant de parents l'achètent, c'est évidemment parce qu'ils doutent des capacités réelles de lecture de leurs enfants... non sans raison. Tous les manuels utilisés de nos jours dans les écoles - à l'unique exception de Lire avec Léo et Léa, dont la diffusion demeure confidentielle - sont en effet à départ global ou semi-global.

A départ seulement, et c'est pourquoi on les appelle «mixtes». Mais qu'il s'agisse de Ratus, de Gafi, de Crocolivre, de Boule et Bill, d'Abacadalire ou de Lecture en fête, ces ouvrages présentent tous l'inconvénient de mettre la charrue avant les boeufs, et d'introduire

autant de confusion que d'ennui dans la tête des élèves. Conformément aux programmes de 2002 (toujours en vigueur), les écoliers sont en effet invités à mémoriser photographiquement un grand nombre de «mots outils», avant d'apprendre les lettres, les syllabes, et les sons. Lorsqu'ils arrivent enfin au stade du déchiffrage (certains élèves de CP n'y sont pas encore aujourd'hui : fin janvier !), et persuadés de «savoir lire», beaucoup ne font pas l'effort d'apprendre à différencier le son «oi» de «on», ni celui de comprendre pourquoi «il» ne se prononce pas - et ne s'écrit pas - comme «li». Ceux-là (un sur cinq, au moins) continuent comme avant, en survolant les mots jusqu'à ce qu'ils en «reconnaissent» un, en les devinant grâce aux images, ou en répétant les phrases que le maître vient d'énoncer à voix haute. Ils ne lisent pas, ils font semblant. Une imposture dont leurs instituteurs ne s'aperçoivent parfois qu'en CE2, et leurs parents en les entendant «lire» un texte différent de celui qu'ils ont sous les yeux !

Mieux vaut donc être vigilant. En sachant qu'apprendre l'alphabet et les syllabes élémentaires aux petits avant leur entrée au CP ne suffit pas forcément ; après plusieurs semaines de méthode globale, certains enfants qui déchiffraient très bien les panneaux dans les rues ne reconnaissent plus leur prénom. Mais en sachant aussi, inversement, qu'il n'y a pas lieu de s'affoler si le manuel utilisé par l'enfant est «mixte». Tous le sont, et le maître l'a peut-être «modifié» ; ils sont en effet nombreux à démarrer par la syllabique avec des fiches qu'ils confectionnent eux-mêmes, et à ne se servir du manuel que lorsque les enfants sont capables de le déchiffrer. Mais si tel n'est pas le cas, les parents qui en ont les moyens (du temps, un peu d'argent, et surtout la maîtrise de la langue française ; ce qui explique sans doute en partie le retard plus important des enfants d'origine étrangère) doivent se résoudre à prendre le relais, en s'aidant d'un manuel acheté dans le commerce.

En plus de la Méthode Boscher et de Léo et Léa, déjà cités, tous deux publiés chez Belin, l'association SOS Education * en signale trois : J'apprends à lire avec Sami et Julie (Hachette, 2004), Méthode Delile (Hatier, 1999) et Mamadou et Bileta (Edicef, rédigé en 1934 à l'usage des anciennes colonies !). Très utile aussi, le livre du docteur Wettstein-Badour, Bien parler, bien lire, bien écrire, aux éditions Eyrolles), qui n'est pas un manuel, mais qui explique clairement comment faire, étape par étape, ainsi que les erreurs à ne pas commettre.

* Voir le site www.soseducation.com qui propose aussi une pétition d'instituteurs, médecins, parents et orthophonistes en faveur des méthodes de lecture à départ syllabique.

<http://www.lefigaro.fr/magazine/20060130.FIG0339.html>

L'étendue des dégâts
[30 janvier 2006]

« La globale n'est plus enseignée depuis vingt ans » prétendent les formateurs en IUFM, tandis que les syndicats enseignants s'appuient sur l'augmentation du nombre des bacheliers pour célébrer « l'augmentation du niveau ». Et pourtant : si l'on en juge d'après les deux documents que nous publions ci-dessous, il y aurait matière à s'interroger.

Le premier est extrait d'un cahier de moyenne section de maternelle, rempli par un bambin de 4 ans en décembre dernier. On y constate que, contrairement aux affirmations des détracteurs de Gilles de Robien, la méthode globale continue bel et bien à être enseignée. Et ce, bien avant le cours préparatoire.

Les consignes indiquées par écrit en tête des fiches sont en effet très claires. Le maître doit vérifier si l'enfant est capable de « reconnaître globalement un mot » et de « repérer la manière dont son former les lettres » (sic : comme quoi, la « baisse du niveau » affecte en tout cas les rédacteurs de fiches).

Le second document, daté lui aussi de décembre dernier, ne concerne qu'une minorité des ex-enfants de maternelle : « l'élite ». Ceux qui n'ont pas quitté le collège sans diplôme, et qui n'ont pas été orientés vers un lycée technologique, professionnel, ou situé dans une « zone défavorisée ».

Il s'agit d'un test de connaissances, effectué par un professeur de mathématiques auprès de ses élèves de seconde SES (bac général, à dominante scientifique) dans un « bon lycée de centre-ville ». Comme indiqué en bas de la fiche, en rouge à l'intention des parents, les compétences demandées sont du « niveau CM2-6e »... ce qui ne les empêche aucunement de demeurer « non acquises » par 90 % des élèves de la classe (la fiche publiée n'est pas la pire). Leurs parents auraient pu s'en émouvoir, mais aucun n'a réagi ; ni par oral, ni par écrit. Au point que le professeur n'est même pas certain qu'ils ont lu sa précision manuscrite, ou compris ce qu'elle signifiait. Mais ce dont il se dit convaincu, en revanche, c'est que « presque tous ces élèves auront leur bac ». Ainsi qu'il est de règle, statistique, dans son lycée.

<http://www.lefigaro.fr/magazine/20060130.MAG0024.html>

La conclusion du ministre
Propos recueillis par V. G.
[28 janvier 2006]

Le Figaro Magazine - 84% des parents d'élèves vous approuvent. Mais cela suffira-t-il pour qu'à la rentrée prochaine tous les enfants de CP apprennent à lire en commençant par la syllabique ?

Gilles de Robien - Il le faut. Il est normal que les enseignants posent des questions sur la mise en oeuvre de mes instructions. J'ai rencontré cette semaine des professeurs des écoles stagiaires en IUFM. En mars et avril, le ministère va organiser une grande opération de formation continue, avec la participation de chercheurs et de l'inspection générale de l'Education nationale, pour que chacun soit conscient de l'importance d'un bon départ en lecture au cours préparatoire. C'est mon objectif. Je fais confiance à tous pour le mettre en oeuvre. Je suivrai personnellement son application.

FM : Que répondez-vous à ceux qui prétendent que l'efficacité des différentes méthodes de lecture n'a jamais été évaluée «scientifiquement», et que toutes se valent ?

GdR : Je leur réponds qu'ils se trompent. La recherche, et notamment la

recherche sur le fonctionnement du cerveau, fonde ma décision. Si toutes les méthodes d'apprentissage de la lecture se valaient, pourquoi la plupart des pays utiliseraient-ils les méthodes syllabiques ou prendraient-ils des décisions semblables à la mienne ? Sortons de notre coquille et regardons en Finlande, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis... Bien sûr la science ne démontre pas l'impossibilité d'apprendre à lire avec une méthode globale ! Mais elle prouve, sans discussion désormais, que l'apprentissage systématique du décodage alphabétique des mots est un passage absolument nécessaire au début du CP.

FM : Comment se fait-il que ces méthodes n'aient pas été évaluées en France, alors qu'on sait depuis 1998 que plus de un enfant sur cinq entre au collège sans comprendre ce qu'il lit ?

GdR : Vous rappelez un chiffre douloureux. Cette proportion est en effet redoutablement stable, quelle que soit l'aide apportée aux élèves en difficulté ! C'est cette réalité qui a motivé au premier chef ma décision. Si, par une attention plus rigoureuse à la méthode, on aide 5% ou 10% des élèves aujourd'hui potentiellement en échec à accéder à la lecture au CP, c'est 35 000 à 70 000 enfants qui seront sauvés. Si on n'a pas évalué systématiquement l'efficacité des méthodes de lecture en France, il y a cependant eu des études ponctuelles qui confirment qu'une approche globale peut engendrer de graves échecs. On doit savoir lire en fin de CP, ou sinon bénéficier d'un programme de soutien individualisé en CE1. Laisser des élèves entrer au collège sans savoir lire, c'est les condamner à l'exclusion.

FM : Les principaux syndicats du primaire ont appelé les instituteurs à ignorer vos consignes en n'observant que les programmes de 2002... qui préconisent un départ global. Ces programmes ont-ils vraiment «force de loi» sur votre circulaire ?

GdR : Ces programmes ne donnent pas le mode d'emploi précis. Cela, c'est l'objet de ma circulaire qui explique comment ils doivent être mis en oeuvre.

FM : Envisagez-vous de les supprimer, ou de les réécrire au besoin ?

GdR : Je pense d'abord à des documents d'accompagnement pour les maîtres qui viendraient expliciter le contenu de la circulaire. Je fais confiance aux maîtres : ils font un travail passionnant, celui d'apprendre à lire à des enfants. Je veux les aider.

FM : Ceux que nous avons rencontrés au cours de notre reportage ont fabriqué leur propre méthode de lecture. Mais comment vont faire les autres si les éditeurs ne leur livrent pas à temps des manuels adaptés ?

GdR : Les éditeurs de manuels scolaires sont des professionnels qui connaissent leur métier. Je sais qu'il faut du temps pour concevoir un manuel et en particulier une méthode d'apprentissage de la lecture. Je sais aussi que des équipes sont déjà au travail. Alors ne perdons pas de temps. Il existe déjà des manuels qui présentent tout à fait correctement les démarches d'apprentissage syllabique ou phono-synthétiques. Je souhaite qu'il y en ait beaucoup d'autres.

FM : Quelle est la part de votre expérience personnelle dans ce que vous estimez nécessaire de faire pour l'école primaire ?

GdR : Comme tous les adultes au-delà de 40 ans, j'ai appris avec la méthode syllabique. Mais ce que j'estime nécessaire pour l'école

primaire, c'est l'expérience des autres qui me le dicte. C'est d'ailleurs ma manière de concevoir la politique. La nostalgie n'est pas le ferment de mon idéal, encore moins de mes convictions. Je veux être responsable : je prends en compte les défis d'aujourd'hui ; j'écoute ce que me disent les enseignants, les jeunes et les parents ; puis je décide.